

<https://cnpjdpi.org/Rassemblement-Gaza-Stop-au-genocide-nous-exigeons-des-actes.html>

Rassemblement / Gaza Stop au génocide - nous exigeons des actes !

- Actions et initiatives - Manifestations, rassemblements -



Date de mise en ligne : mardi 13 février 2024

Copyright © Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre

Palestiniens et Israéliens - Tous droits réservés

L'offensive militaire israélienne contre la population de Gaza associée à un siège inhumain et à la destruction des infrastructures, qui dure depuis plus de 4 mois, a fait plus de 28.000 morts directs dont une grande majorité de femmes et d'enfants, sans compter les milliers de personnes ensevelies sous les décombres. 90% de la population a été déplacée de force, elle est régulièrement bombardée, ses habitations pulvérisées, la famine organisée, des familles ciblées et exterminées. La poursuite de cette offensive est en flagrante violation des ordonnances de la Cour Internationale de Justice, qui pointe des signes concordants et "plausibles" d'un génocide en cours. Rien ne peut justifier cette guerre menée contre tout un peuple.

L'annonce par Israël d'une nouvelle phase de son offensive ciblant Rafah, où plus de la moitié de la population de la Bande de Gaza se trouve concentrée à la suite de déplacements forcés, va plonger cette population dans une horreur absolue.

Dans cette situation, le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens appelle à une mobilisation de tous les instants contre le génocide en cours, pour un cessez-le-feu immédiat et pour la levée immédiate du blocus inhumain qui affame la population de Gaza. Le Collectif interpelle les autorités françaises : alors qu'elles ont accepté, voire encouragé au départ, l'offensive israélienne contre la population de Gaza, il ne suffit pas d'exprimer "sa plus vive préoccupation", il faut passer aux actes, suspendre toute coopération militaire avec Israël et prendre des sanctions diplomatiques et économiques contre l'État d'Israël tant qu'il ne se conforme pas aux ordonnances de la CIJ.

Le Collectif national interpelle dans ce sens les autorités françaises. A Paris, il appelle à un rassemblement le mercredi 14 février de 17h30 à 19h30 au métro Invalides, et a demandé qu'une délégation soit reçue à cette occasion au ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.